GROUPE INITIATIVE AFRIQUE

Première Conférence Internationale Afrique :
(en vue de propositions adressées au G20)

«PAIX, CROISSANCE ECONOMIQUE ET DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE»

Quelles mutations structurelles sont nécessaires ?
Yamoussoukro, 8 / 9 / 10 septembre 2011

Synthèse des recommandations

Première Conférence Internationale Afrique :
(en vue de propositions adressées au G20)

« PAIX, CROISSANCE ECONOMIQUE
ET DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE »

sommaire

04 **Extraits des propos du Président du Groupe Initiative Afrique**

I- Synthèses des recommandations de la conférence

05 **Session I**
Comment créer les conditions d'une paix durable, favorable au développement ?

07 **Session II**
Comment favoriser une croissance rapide et mieux partagée dans un monde globalisé ?

08 **Session III**
Quels sont les conditions d'une révolution verte ?

09 **Session IV**
L'Afrique, acteur clé d'une nouvelle mondialisation

II- Synthèse des recommandations pour le G20

12 Recommandations adressées au G20

14 Groupe Initiative Afrique

Extraits des propos du Président du Groupe Initiative Afrique lors de l'assemblée constitutive du 02 juin 2012 :

" Si nous avons insisté pour que ce Groupe se crée, c'est qu'il y a un manque réel en Afrique : nous ne réfléchissons pas assez !

Nous ne sommes pas les moins doués pour cela, néanmoins le problème c'est de se mettre ensemble, de réfléchir et de créer la synergie : comment dégager les vraies questions qui sont les nôtres, comment arriver à l'optimum ?!
Nous ne devons pas être frileux, nous devons être ouverts.
Nous avons aussi quelque chose à apporter dans le cadre de la Gouvernance Mondiale.

Plus on est « petit » économiquement, plus il faut être fort « intellectuellement ». Nous avons la capacité intellectuelle d'être dans ce monde et d'initier les transgressions et les ruptures qui peuvent être nécessaires.

Cette initiative est une grande initiative.
Il y a un défi et l'occasion offerte aux africains, de participer sans complexe et à égalité au « banquet de l'universel » - comme disait Senghor.
C'est cela qui m'amène à soutenir cette initiative… "

M. Charles KONAN BANNY
Ancien Premier Ministre

SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS DE LA CONFÉRENCE

I - Comment créer les conditions d'une paix durable, favorable au développement ?

Une analyse en profondeur du lien entre Paix et développement a permis la clarification d'un certain nombre de concepts clés :

1 - La démocratie

Pour garantir la paix, il n'y a pas d'alternative à la démocratie qui fonde la légitimité du pouvoir (même si son lien avec l'efficacité économique reste à approfondir cf. expérience Chine). Elle doit cependant être davantage caractérisée par un comportement que par un aspect formel qui dépend de l'historique, des traditions et du degré d'instruction de chaque pays :

Un comportement réellement démocratique doit être participatif, inclusif et reposer sur les fondements suivants :

- La liberté d'expression
- Les notions de confiance et de transparence: le conflit est normal dans une société; le problème c'est la tricherie
- La notion de responsabilité, qui concerne aussi bien le pouvoir que l'opposition et qui implique notamment le respect des règles et des engagements

2 - Le leadership

L'efficacité de la démocratie dépend de la qualité du leadership qui implique des notions de valeur et de crédibilité dans un monde interconnecté et en rapide évolution. Elle est incompatible avec des durées au pouvoir trop longues. Il faut savoir quitter le pouvoir. La société doit prévoir des conditions qui facilitent ces transitions (notamment la sécurisation des anciens dirigeants

pour faciliter leur départ).

3 - La décentralisation

Entendue non comme « partage du gâteau » mais comme implication concrète dans la répartition des responsabilités, elle est nécessaire à l'efficacité et peut faire des miracles !

4 - La politique « réaliste »

Dans un contexte ou « tout est priorité » l'action politique doit être organisée autour de certains principes :

- La « concomitance » : définir les priorités essentielles qui entrainent le reste et le rende faisable (exemple de priorités énoncées : l'Education (qui est le socle véritable de tout développement), la technologie – pour faire des « bonds technologiques – la gouvernance : définir les règles et surtout les respecter).
- Le pragmatisme des « pas successifs » : tout ce qui est possible de faire tout de suite on le met en œuvre…en la matière, le « mieux est l'ennemi du bien ».

5 - La prévention des conflits

Elle fonctionne moins dans « l'alerte », malheureusement peu efficace, que dans le travail en amont, qui permet d'obtenir des résultats concrets et visibles des efforts demandés : il faut permettre aux populations de profiter des fruits de la croissance (à mettre en parallèle avec la notion d'urgence et l'impatience croissante de la jeunesse).

6 - Le droit ou le devoir d'ingérence

Notions devenues très importantes, elles méritent un véritable approfondissement à partir de l'analyse de cas africains récents. L'idée de réfléchir à une « échelle d'alerte de Yamoussoukro », vue du côté africain, a été adoptée. Cette échelle serait constituée d'indicateurs permettant d'anticiper des situations de crise.

7 - La corruption

Elle affecte tous les secteurs et tous les rouages dans de nombreux pays. Combinée au blanchiment, elle prive la Société des ressources nécessaires au développement. Elle doit être combattue dans la durée (notamment à travers le développement de l'environnement culturel susceptible de faciliter l'intériorisation de l'Etat moderne). L'arme la plus efficace reste l'exemplarité.

8 - Les Institutions régionales

Elles ont joué un rôle important dans la prévention des conflits (en Guinée et en Côte d'Ivoire pour l'UEMOA par exemple), elles permettent de « mutualiser » certains moyens inaccessibles au niveau des Etats et sont un rouage essentiel du développement économique, compte tenu de l'étroitesse des marchés de beaucoup de pays.

Elles doivent être soutenues par les pays et par les partenaires de l'Afrique. Leur niveau d'efficacité dépend directement du leadership de leurs dirigeants, qui doivent être bien choisis selon les critères appropriés.

9 - Les valeurs

Elles sont au cœur de la notion de leadership et de gouvernance et impliquent de pratiquer une certaine introspection car l'origine des conflits se trouve généralement dans des « crises de l'égo », d'où l'importance d'encourager le secteur culturel, miroir où se reflètent les antagonismes de la société.

10 - Les pistes de réflexion à approfondir

- Examen sans tabou de la problématique de la démocratie et de la gestion du pouvoir
- De l'intégration régionale à la « Confédération»
- Les grands travaux comme facteur d'emploi
- Comment résoudre le problème toujours non réglé des entraves à la circulation sur les grands axes routiers

II - Comment favoriser une croissance rapide et mieux partagée dans un monde globalisé

La lutte contre la pauvreté passe par la croissance économique.

Celle-ci suppose au départ une vision à long terme de l'Etat développeur, capable de formuler une stratégie claire et cohérente, avec des priorités, et que la population puisse se l'approprier.

Elle repose sur le développement du secteur privé (on en voit l'exemple en Inde où son émergence a fait changer le pays en 15 ans !) notamment le secteur privé national. Pour cela, lever les principaux goulets d'étranglement qui persistent depuis des années, suppose une vraie réforme « systémique » pour :

- améliorer le fonctionnement de la Justice, qui pose problème dans de nombreux pays en facilitant notamment les possibilités de recours des particuliers auprès des instances régionales (Cours d'arbitrage plus accessibles)
- renforcer le financement des PME locales : il faut trouver des nouveaux outils de partage de risque qui soutiennent les entités créatrices d'emploi. La concurrence entre les banques, la création de fonds d'investissements et la reconversion des institutions internationales vers le secteur privé doivent être encouragées.
- faciliter le passage de petites entreprises généralement originaires du secteur informel - essentiel en terme d'emplois - au statut de moyenne entreprise. La notion d'« entrepreneur » véritable (différent du « spéculateur » ou de « l'intermédiaire ») doit être bien appréhendée et promue.
- établir un circuit de formation professionnelle adaptée aux besoins locaux, inspiré des bons exemples internationaux.

Le défi des infrastructures reste un préalable absolu à toute croissance véritable (le coût du transport en Asie représente 2/3 % du prix de revient des marchandises contre 20% en Afrique).

Faciliter le financement de ces projets suppose certaines conditions :

- Ils doivent être inclusifs et « conduire au marché»
- Bien que la rentabilité par l'utilisateur soit difficile à établir, ils doivent être « bancables » en terme de gestion et d'entretien
- Le recours à des partenariats publics/privés est la meilleure voie. Il faut rendre ces PPP «gagnants», ce qui suppose compte tenu de leur technicité, l'expertise et la capacité de négociation suffisante de la part des Etats et de faire la part juste au capital national

Les investissements d'infrastructure fédérateurs (comme le rail par ex.) permettant l'élargissement de marchés régionaux profonds doivent être traités en priorité, sans oublier cependant les Infrastructures urbaines amenées à croître considérablement, compte tenu de l'évolution démographique et de l'exode rural incompressible.

L'intégration régionale est néanmoins un processus complexe qui implique des démarches réalistes et des projets concrets où il est important que la société civile fasse entendre sa voix.

Il est sûr que compte tenu de l'urgence et de l'importance des Investissements à réaliser, ce défi des infrastructures ne pourra être levé qu'avec l'aide internationale. **Le G20 pourrait être l'instrument de cette prise de conscience.**

Quelques projets « phares » :

- mise en place d'écoles régionales techniques de métiers
- appui à la mise en place de clusters agricoles et de fonds régionaux de développement industriel de l'agriculture
- mise en place de bourses régionales agricoles
- projets régionaux de transport ferroviaires et aériens

III - Quelles sont les conditions d'une «révolution verte » ?

Produire localement et aboutir à l'autosuffisance alimentaire est un objectif stratégique pour l'Afrique pour nourrir et fournir du travail à une population qui va doubler en moins d'une génération !

Pour cela une «révolution verte» est nécessaire.

Elle est théoriquement réalisable :
Même si elles n'ont touché que certains secteurs et certains produits, beaucoup d'opérations agricoles réussies montrent la voie et le potentiel réel au niveau du Continent.

D'énormes progrès de productivité potentiels se heurtent aujourd'hui aux obstacles dont la levée implique une vraie réforme systémique portant sur:

1 - La détermination de véritables politiques agricoles :

- qui s'inscrivent dans le long terme en raisonnant par « filières » et à travers la recherche d'itinéraires techniques variés adaptés à chaque écosystème : peuvent coexister des systèmes productivistes à haute technologie et des modèles plus traditionnels basés sur la connaissance du milieu et des apports moins coûteux en énergie et en mécanisation.
Ils seront définis avec pragmatisme en tirant parti d'expériences internationales diverses (Inde, Brésil etc.)

- qui tiennent compte de la cartographie des complémentarités entre zones (notamment côtières et de l'intérieur) et privilégiant les approches régionales

- La formation professionnelle indispensable au soutien de ces politiques agricoles doit être mise en place en reproduisant les bons exemples qui existent ici où là

2 - La recherche de financements appropriés:

- pour permettre le « développement des infrastructures générales : information, transport, stockage ce qui implique des investissements conséquents et de long terme

- en réglant le problème foncier pour faciliter les investissements nécessaires à la modernisation du secteur (mécanisation, semences, engrais…), à travers une politique juste et visible qui distingue propriété et usufruit

- par la mise au point d'organismes de partage de risque, de nouveaux outils de financement, à destination des PME notamment et le soutien à la création de Fonds spécialisés

3 – La stabilisation des prix agricoles :

- la prévisibilité et le niveau des prix nécessaires aux producteurs sont compromis aujourd'hui par les grandes fluctuations des cours mondiaux, en partie dues aux fonds spéculatifs et aux distorsions de marché liées aux subventions (1 milliard de dollars par jour !).

La participation active aux instances internationales susceptibles de réduire cette concurrence asymétrique par la diminution des subventions et la négociation des protections douanières transitoires sont indispensables et doivent être coordonnées au niveau régional et entre le secteur privé et les Etats

- pour atténuer les trop grandes fluctuations de prix, le recours à des Caisses de stabilisation gérées différemment du passé - c'est-à-dire par les utilisateurs eux-mêmes - doit être envisagé pour « lisser » les prix

Pour lever ces goulets d'étranglements, l'implication de l'Etat est fondamentale à tous niveaux (stratégie, mise en œuvre locale et internationale). Elle doit s'inscrire dans une logique de partenariat public/privé national et international et triangulaire, mêlant pays industrialisés, pays émergents et pays africains

Permettre une insertion significative de l'Afrique dans la « production » agricole mondiale représente un tel enjeu pour l'équilibre géopolitique et bouscule de telles habitudes au plan mondial que seule une prise de conscience internationale aiguillonnée par le G20 semble être à même de faire bouger les lignes.

IV - L'Afrique, acteur clé d'une nouvelle mondialisation

Le Monde change rapidement :
Le développement de la société civile génère des évolutions non initiées par les Etats. Les mécanismes multilatéraux ont de plus en plus d'influence. Les problèmes sont transfrontaliers. De nouveaux leaderships apparaissent et les bases vont encore changer avec les révolutions arabes. Les jeunes exercent une influence croissante en même temps que leur frustration et leur impatience augmentent.

On est à la fin d'une époque. Dans cet environnement mouvant, l'Occident et l'Europe sont aussi en pleine interrogation sur eux-mêmes... L'Afrique change elle aussi considérablement : L'importance des chiffres notamment démographiques (inédits dans l'histoire de l'humanité ! : 3,4 milliards d'habitants à la fin du siècle), annonce un poids et une présence qui va devenir massive au plan mondial, le temps de l'Afrique est là. Pourtant cette évolution

rapide et le basculement prévisible qu'elle implique sont encore mal perçus.

Ce retard tient pour beaucoup à l'image de l'Afrique, faussement globalisante et datée et à la dissymétrie des moyens de communication.

Il est important de remédier à ces déséquilibres aussi bien pour l'Afrique que pour le reste du monde, également victime de cette situation : en témoignent la surprise face aux « printemps arabes » et, pour l'Europe particulièrement, la surestimation du risque « Afrique » et la sous-estimation de l'enjeu et du potentiel de croissance précieux qu'elle pourrait tirer d'une meilleure coopération avec l'Afrique. L'Occident qui est en train de sortir d'une logique de spéculation financière pour retourner davantage vers la production, aura besoin de l'Afrique, énorme pourvoyeuse potentielle de matières premières et de nouveaux marchés !

D'où l'importance de jeter les bases d'un nouveau partenariat plus décomplexé et plus exigeant entre l'Afrique et le reste du monde, qui implique une introspection réciproque et certaines remises en cause :

- du côté de l'Occident, par la reconnaissance de certaines erreurs du passé et d'exigences parfois démesurées à l'égard d'une Afrique vue comme une sorte de « laboratoire »… des bonnes pratiques, de la démocratie, des droits de la femme, de la bonne gouvernance etc.
Egalement par la remise en cause des moyens d'intervention actuels concernant notamment l'efficacité de l'aide au développement classique et la recherche de financements innovants

- du côté de l'Afrique vers un parler «vrai» qui évitera de passer d'un pessimisme excessif à une euphorie exagérée.

L'Afrique doit travailler sur son image en renforçant sa crédibilité. La création d'un « observatoire de l'image » pourrait être entreprise, qui approfondirait les constats suivants :

- le rôle central de la « culture » qui doit être reconnue et développée sous le triple aspect, de sa fonction symbolique constructrice de « l'estime de soi » nécessaire à une citoyenneté bien assumée dans l'Etat moderne, de sa vocation à participer pleinement à la construction d'une humanité à plusieurs voix et de sa fonction économique potentielle : pourvoyeuse d'emplois, pour les jeunes (idée d'un fond d'accompagnement pour les jeunes ?)
- l'importance de la « communication » et des médias. Il est important de prendre conscience et de réagir contre le sous investissement actuel criant dans ce domaine, qui contraste fortement avec le rôle social surdéterminant des médias constaté partout dans le monde !

Cette même stratégie doit être appliquée à la mise en place d'une présence renforcée dans toutes les instances internationales, en recherchant la confrontation avec l'autre et en visant la capacité d'influence (la création du Groupe Initiative Afrique, «think tank»

- à vocation de futur «action tank» - en est une illustration). On peut être petit et fort, tout n'est pas que moyens financiers mais volonté décomplexée de jouer le pari de l'intelligence.

Il ne faut pas non plus totalement négliger le registre de la capacité de nuisance et l'évocation des risques de déstabilisation à portée mondiale qui sont bien réels si ces virages « systémiques » ne sont pas pris à temps par l'Afrique et la Communauté Internationale !

Il convient d'aborder cette confrontation avec la Mondialisation de façon d'autant plus décomplexée que parallèlement au développement du rôle de la société civile, la dimension humaine tend à devenir un moteur et une finalité des nouveaux rapports entre les pays. Et sur ce plan là, l'Afrique peut à juste titre revendiquer un rôle d'incubateur d'un « nouvel humanisme ».

SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS ISSUES DE LA CONFÉRENCE DE YAMOUSSOUKRO

Première Conférence Internationale Afrique :
(en vue de propositions adressées au G20)

Session I : Comment créer les conditions d'une paix durable, favorable au développement ?

Session II : Comment favoriser une croissance rapide et mieux partagée dans un monde globalisé ?

Session III : Quels sont les conditions d'une révolution verte ?

Session IV : L'Afrique, acteur clé d'une nouvelle mondialisation

RECOMMANDATIONS ADRESSÉES AU G20

La première conférence du GROUPE INITIATIVE AFRIQUE (issu de l'Institut ASPEN) s'est tenue à Yamoussoukro du 8 au 11 septembre sur le thème du développement en vue de faire entendre la « voix africaine » d'un think tank de haut niveau sur le cadre actuel des réflexions du G20 sur le développement :

Considérations préalables :

La croissance démographique de l'Afrique va être exponentielle sur la période à venir. La population va doubler et atteindra 2 milliards d'habitants d'ici 2050. Cette croissance exceptionnelle dans l'histoire, combinée à une immense richesse en matière première, font de ce continent un enjeu majeur en terme d'opportunité de croissance pour la planète entière. Cependant, la stagnation, voire la fragilité extrême des économies et des sociétés d'un grand nombre de pays africains appellent de vraies réformes systémiques à hauteur de ces opportunités et de ces défis.

Le GROUPE INITIATIVE AFRIQUE considère le G20, de par sa composition incluant les pays émergents et de par sa vocation à traiter les aspects économiques et financiers de la mondialisation, comme le forum véritablement adapté pour définir un nouveau partenariat inclusif, qui doit s'inscrire dans le long terme, au-delà de la Présidence Française actuelle.

Observations et recommandations :

1 - Paix et gouvernance

Le développement suppose la paix. Il n'y a pas d'alternative pour y parvenir que la légitimité des pouvoirs et la démocratie. Celle-ci ne doit pas être jugée sur son aspect formel qui dépend des historiques et des particularismes culturels mais sur sa capacité à créer une société de confiance et de responsabilité, dont les composantes sont : la liberté d'expression, la transparence, le respect des engagements. La qualité du leadership est essentielle, elle repose sur des notions de valeur et de crédibilité liées à l'efficacité, la responsabilité et la vision. Elle est incompatible avec des durées au pouvoir trop longues. La lutte contre toutes les formes de corruption et le blanchiment qui privent des ressources nécessaires au financement du développement, est essentielle et passe par l'exemplarité. Devant une population jeune et en forte croissance, il y a urgence à démontrer des résultats positifs effectifs. C'est la clé de la stabilité.

2 - Croissance rapide et durable

L'objectif de promotion du secteur privé (principalement national) seul susceptible de garantir une croissance rapide et durable se heurte à des goulots d'étranglement dont la persistance appelle des réformes systémiques. Ils concernent en priorité :

- Le fonctionnement de la Justice, clé de voute de la réussite du secteur privé

- Le financement des PME locales (agro-business notamment)

Le rôle des Institutions Régionales est très important compte tenu de la faible dimension de beaucoup de marchés nationaux, des possibilités de mutualisation de moyens et d'expertises qu'elles offrent et du rôle clé qu'elles ont joué dans la solution apportée à certaines crises.
Elles doivent être considérées comme le niveau pertinent de résolution de beaucoup de problèmes de développement et être soutenues et renforcées.

3 - Infrastructures

Le développement des infrastructures de base est essentiel dans cette nouvelle approche systémique. Priorité doit être donnée à un système créateur d'espaces régionaux structurés et de marchés élargis et profonds. L'éducation qui est un secteur aujourd'hui sinistré et les investissements dans la connaissance susceptible de créer des bonds

technologiques, doivent être aussi privilégiés. Le secteur culturel, essentiel à l'équilibre de la société, doit également être envisagé sous l'aspect économique, pourvoyeur d'emplois.

4 -Autosuffisance alimentaire

La question de l'autosuffisance alimentaire est stratégique en Afrique. La révolution verte n'a touché que certaines zones et certains produits. L'Afrique devra produire 70% de plus d'aliments d'ici 2050. Ceci suppose la mise en place par pays de véritables politiques de développement agricoles, inclusive pour l'ensemble de la population et basée sur l'organisation de filières, ainsi que des mesures de protection douanières sur des bases régionales. L'action spécifique du G20 pourrait s'inscrire – en complémentarité avec celle les acteurs existants compte tenu de la complexité des sujets – dans un nouveau cadre systémique prévoyant :

- Un effort particulier de financement de l'agriculture dans un triple but de sécurité alimentaires, d'adaptation au climat et de création d'emplois (porteurs de paix). Il existe un grand potentiel de productivité.

- La Recherche d'itinéraires techniques variés adaptés à la diversité des écosystèmes, faisant cohabiter à côté des modèles productifs et technicistes, des modèles basés sur une bonne connaissance du milieu, plus accessible en apport énergétique et mécanisation.

- La Stabilisation des prix mondiaux en réduisant le rôle des prix alimentaires comme produits financiers.

- L'appui à la déconnexion relative des prix intérieurs vis-à-vis des prix mondiaux pour les produits essentiels et la réhabilitation des Caisses de stabilisation gérées par les utilisateurs, pour lisser les prix.

- La Réduction de la concurrence asymétrique en limitant ou en supprimant les subventions aux exportations voire à la production.

- Une Coopération triangulaire dans le domaine, de la recherche, des opérations agricoles, des relations en amont ou en aval des filières, entre les pays industriels, les pays émergents et les pays africains.

5 - Revoir les modes de partenariat : l'Afrique acteur clé d'une nouvelle mondialisation

Le Monde change. L'Afrique change aussi beaucoup mais la perception en est affectée par la disymétrie des moyens de communication et par la persistance d'images trop globalisantes et datées. Le printemps arabe en a été l'illustration. Bien que les chiffres, ainsi que beaucoup d'évolutions positives et rapides, plaident en faveur de l'Afrique, ils sont sous-estimés par l'opinion internationale.

Il importe de réhabiliter un partenariat plus vrai, plus décomplexé et plus exigeant de part et d'autre. Ce qui implique, du côté de l'Afrique, de renforcer sa crédibilité et de mieux contrôler son image et du côté de la communauté internationale de tirer des conséquences des erreurs passées, des disymétries existantes et des exigences parfois excessives. Un besoin d'introspection réciproque s'impose.

Compte tenu de l'enjeu, compte tenu de sa réalité mouvante et hétérogène, l'Afrique doit être mieux représentée dans les instances internationales et faire entendre davantage sa voix. A elle de remédier à sa relative faiblesse économique actuelle, par la crédibilité, la qualité de sa représentation et la multiplication des contacts. A la communauté internationale de lui faire la place à hauteur de l'enjeu économique et culturel qu'elle représente qui peut être celle d'un incubateur de « valeur humaine authentique ».

GROUPE INITIATIVE AFRIQUE

Groupe Initiative Afrique est composé d'un ensemble de décideurs issu des conférences Europe/Afrique (organisées tous les deux ans à Annecy par l'Institut ASPEN France depuis 17 ans).

Il fonctionne sur le principe d'échanges de points de vue et de partage d'expériences de terrain entre des leaders de divers horizons et nationalités: hommes politiques, chefs d'entreprise, universitaires et personnalités de la société
civile en vue de formuler des recommandations concrètes à destination des Gouvernements, Institutions, Organisations internationales, ONG etc.

Groupe Initiative Afrique a été officiellement constitué le 9 septembre 2011 à Yamoussoukro sous la Présidence de M. Charles Konan Banny, ancien Premier ministre et sous le parrainage de M. Kofi Annan et du Président Kuofour.
Un projet d'affiliation à l'institut Aspen est en cours.

Pistes de travail pour Groupe Initiative Afrique:

1 Travailler sur le dialogue entre générations et la préparation de la jeunesse au leadership et à la responsabilité

2 Le facteur démographique sans tabou:
évolution, problématique, enjeu

3 Evaluer les systèmes d'indicateurs de la gouvernance politique, économique, sociale et notamment des échelles d'alerte en cas de dégradation et de menace pour la paix – approfondir la problématique du droit d'ingérence en Afrique et de sa mise en application.

4 Image de soi et image externe :
- maitrise de l'image
- communication

5 Renforcement du dialogue entre anglophones et francophones d'Afrique de dans une perspective d'intégration régionale

6 Inculturation des politiques, des modes d'organisation pour résister à la tentation de copier des modèles

7 Implication de la société civile, refonte du rôle des femmes dans la vie politique et sociale en Afrique.

REMERCIEMENTS

- M. Alassane Ouattara
Président de la République de Côte d'Ivoire

- Agence Française de Développement

GROUPE INITIATIVE AFRIQUE

www.initiative-afrique.org